

AP-HP : une mobilisation sans précédent contre la provocation du directeur général

Category: Santé, Services publics & biens communs, Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 20 mai 2015

C'est dans un contexte national d'austérité budgétaire et d'étranglement financier de l'hôpital public qu'il faut comprendre la provocation que constitue le projet de Martin Hirsch de remise en cause de l'accord sur les 35h à l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris.

C'est un contexte de postes vacants entraînant une surcharge de travail, des milliers de jours de congés non pris accumulés sur des compte-épargne temps, de l'épuisement professionnel et du burn out.

Et c'est aussi, dans un contexte de restructurations sur des bases exclusivement comptable du secteur de l'hospitalisation public avec fermetures de services, regroupements d'établissements, faisant la part belle aux secteurs privé lucratif dans le cadre des groupements de coopération sanitaire.

Cela fait plusieurs fois que les directeurs des hôpitaux publics posent la question des 35h à l'hôpital. Si on les écoutait, ce serait la cause de tous les maux. C'est ce que déclarait devant la commission parlementaire sur le bilan des 35 heures, le président de la Fédération hospitalière de France, Frédéric Valletoux, en septembre 2014. Il vient d'apporter son soutien à Martin Hirsch. Les personnels sont pour eux la variable d'ajustement.

Tout cela enfin a des conséquences concrètes pour les malades et leurs familles : éloignement, rallongement des délais d'attente pour un rendez-vous, dégradation des conditions

d'hospitalisation et d'accueil.

Le projet Hirsch

Pour récupérer des jours de RTT issus de la négociation de 2002 sur sa mise en place, Martin Hirsch propose, pour la même charge de travail fourni, de baisser le temps de travail quotidien pris en compte pour chaque agent. Alors que déjà les agents sont bien souvent amenés à dépasser leurs horaires, pour pouvoir par exemple assurer la transmission des informations nécessaire à la continuité des soins, quand ils ne sont pas purement et simplement obligé-es de doubler leur service en cas d'absence d'un-e collègue !

Tout le monde sait pourtant que le problème, ce ne sont pas les RTT, mais l'absence de création de postes et d'embauches suffisantes lors de sa mise en place de la RTT. Tout le monde sait qu'à l'Assistance Publique de Paris, on est passé de 78 000 agents à 75 000 agents (hors médecins) en quelques années et que les postes supprimés ou vacants restent une question brûlante.

La riposte

Une première réponse a été la mise en place d'une intersyndicale centrale CGT, SUD, FO, CFDT sur l'Assistance Publique, avec plusieurs AG de militant-es syndicaux, et un appel unitaire à rassemblement devant le siège de l'AP le jeudi 21 mai 2015.

Préparée par des AG massives dans les établissements, il a constitué un énorme succès avec 8000 manifestant-es présentes, dont certain-es étaient venu-es en cortège.

Cela faisait bien longtemps que l'on n'avait pas vu une telle mobilisation dans les hôpitaux ces dernières années. Cela annonce un réveil social contre la destruction du service public dans ce secteur, comme en témoigne également la mobilisation dans le secteur de la psychiatrie parisienne publique et de nombreuses luttes dans différentes villes et hôpitaux.

La colère gronde dans les personnels et, dans de nombreux établissements de l'AP, vont se dérouler des AG dès mardi 26 mai. Un nouvel appel à manifestation et grève est annoncé pour

jeudi 28 à l'occasion de la présentation du projet. Martin Hirsch a proposé une rencontre dès mardi mais pour discuter de la méthode mais pas pour annoncer le retrait de son plan.

Le succès de cette mobilisation a fait se prononcer la ministre. Marisol Touraine, qui est en train de faire passer au Parlement une loi de privatisation et de démantèlement du service public, s'est sentie obligée de réaffirmer que les 35 heures n'étaient pas remise en cause...mais qu'elle faisait confiance à Martin Hirsch.

Le lien est évidemment à faire avec la politique d'austérité budgétaire renforcée imposée par la commission européenne et qui touche durement l'hôpital, la santé et la protection sociale.

Il y a d'ailleurs dans l'agenda un appel national à la grève pour le 25 juin 2015 dans la santé et le médico-social.

Le mouvement social et la mobilisation qui se dessinent là sont la meilleure manière de remettre en cause et de faire reculer ce gouvernement et son austérité.

A l'heure de la résistance du peuple grec pour stopper l'effondrement du service public de santé et sa reconstruction, à l'heure des victoires électorales en Espagne notamment à Madrid où la mobilisation avait fait reculer il y a 2 ans les projets de privatisation et de vente des hôpitaux publics, cette mobilisation est un espoir pour tous ceux qui veulent faire émerger un projet politique alternatif de rupture avec l'austérité.

Ensemble !, ses militant-es y prennent et y prendront toute leur place.

Soutien au personnel hospitaliers en lutte. Dans la rue le 28 mai !

Roland Foret